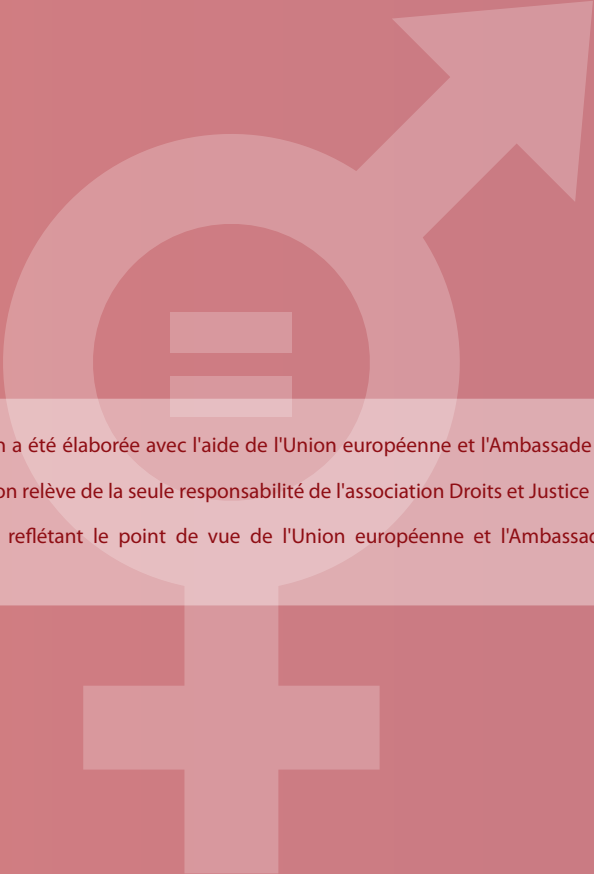


Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité homme-femme au Maroc 2016/2019



Mariage des mineures



la présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne et l'Ambassade Royale de Norvège. le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de l'association Droits et Justice et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne et l'Ambassade Royale de Norvège.

INTRODUCTION

La valeur de l'égalité entre hommes et femmes n'a jamais été et ne sera jamais une chose acquise ni un aboutissement définitif, c'est plutôt un processus de lutte continue sur tous les plans : juridique, humanitaire et judiciaire d'une part, politique, économique, social et culturel d'une autre part.

La dégradation de la situation sociale et l'aggravation de l'état d'exclusion et de marginalisation dont souffre la moitié de la société sont le résultat de « l'incapacité » de l'Etat comme de la société à mener de façon parallèle, d'un côté, la production des biens et des richesses et le développement économique, et de l'autre, la répartition équitable des fruits de ce développement entre hommes et femmes.

Cette situation nécessite que l'on abandonne l'attitude consistant à se fier à la seule valeur d'égalité inscrite dans la Constitution, pour une mise en œuvre véritable de cette valeur sur les niveaux législatif, politique, économique, social et culturel. Cela ne saurait se faire sans l'adaptation de toutes les lois aux dispositions constitutionnelles et aux critères internationaux, et sans mise en œuvre de ces lois sur les plans de la vie quotidienne comme de la pratique judiciaire afin de parvenir à l'éradication de toutes les formes de discrimination législative et pratique à l'égard des femmes.

Le projet « Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité homme-femme au Maroc » qui représente un des niveaux d'engagement de l'Association « Droits et justice » dans le processus de réalisation de l'égalité est ainsi lancé dans le but de créer un environnement juridique favorable au respect des droits de la femme, à travers l'analyse des textes juridiques qui constituent une discrimination à l'égard de la femme.



Rapport sur le mariage des mineures au maroc : approche comparative dans la région MENA



Synthèse

Le projet « Promouvoir la réforme judiciaire pour la parité homme-femme au Maroc » de l'association Droits & Justice vise l'instauration d'un environnement juridique favorable au respect des droits des femmes, à la lumière de la nouvelle constitution de 2011 qui représente une avancée importante en termes d'égalité hommes-femmes au niveau de tous les droits, surtout avec le principe de non discrimination fondée sur le sexe. Bien qu'elle consacre le principe de la primauté de la norme internationale sur la norme interne, certaines dispositions du code de la famille comme le mariage des mineures sont à l'encontre des questions égalitaires découlant du mariage et des rapports familiaux de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

Le Maroc est tenu d'atteindre également les objectifs de la Déclaration du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies signée en 2000, comme l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'éducation primaire pour tous, et la réduction de l'extrême pauvreté et la faim ; entre autres objectifs pour le développement. La question qui se pose :

en quoi les conditions socioéconomiques et culturelles affectent-elles la pratique du mariage des mineures ?

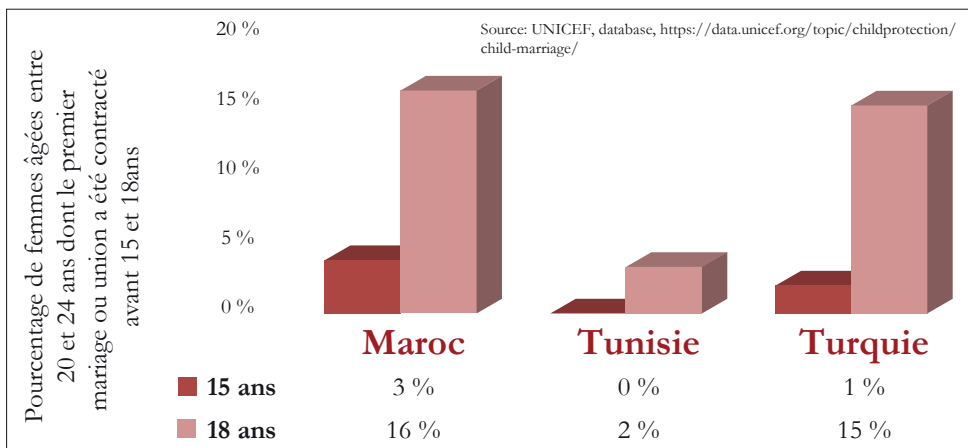
Avant d'analyser les indicateurs de genre et développement et les contradictions entre la législation nationale et la constitution, un benchmarking sur le mariage des mineures sera porté sur trois pays de la région Mena, à savoir : le Maroc, la Tunisie et la Turquie, accompagné d'une revue de littérature et d'études de cas au niveau associatif et judiciaire. Enfin, une série de recommandations sera proposée en vue de lutter contre ce phénomène.

Benchmarking sur le mariage des mineures dans la région MENA

La définition du mariage des mineures reste variable en fonction des pays. La capacité matrimoniale va ainsi dépendre des efforts jurisprudentiels de chaque code.

Le Maroc a pu réformer en 2004 l'âge de la capacité matrimoniale de la femme de 15 à 18 ans, l'alignant ainsi sur l'âge légal du mariage pour les hommes et sur celui de la majorité civile et légale (Article 19 du Code de la Famille). La Tunisie a revu également l'âge de la capacité matrimoniale à 18 ans pour la femme sur le même pied d'égalité avec l'homme, sachant que l'âge légal était fixé à 17 ans révolus pour la femme et à 20 ans révolus pour l'homme avant 2007 (Article 5 du Code du Statut Personnel). Tandis qu'en Turquie la capacité matrimoniale est fixée à 17 ans pour les hommes et les femmes, alors qu'avant 2002 l'âge minimum du mariage était fixé à 15 ans pour les femmes et 17 ans pour les hommes (Article 124 du Code Civil Turc). L'égalité dans l'âge du mariage est un fait qui caractérise ces trois pays à l'exception de la Turquie qui ne suit pas l'âge minimum de mariage fixé à 18 ans malgré la ratification de la CEDEF. Au-dessous de l'âge de la capacité matrimoniale fixé par chaque pays, le mariage ne peut être contracté qu'en vertu d'une autorisation spéciale du juge qui ne l'accorde que pour des motifs justifiés et dans l'intérêt des deux futurs époux. Nous allons tout d'abord comparer les statistiques du mariage

Graph 1 : L'incidence du mariage des filles mineures dans la région Mena



• Bien que cette base de données a été mise à jour en mai 2016, les dates des indicateurs ne sont pas les mêmes dans les mêmes pays. Les chiffres restent approximatifs, ils nous donnent une idée d'ensemble sans pour autant pouvoir réaliser une comparaison exacte. Nous pouvons en conclure que le mariage de moins de 15 ans est rare dans ces trois pays, avec un taux légèrement plus élevé

au Maroc et un taux qui tend vers 0% en Tunisie. Alors que le mariage de moins de 18 ans est important au Maroc (16%) et en Turquie (15%). La Tunisie reste le modèle dans la région MENA puisqu'elle a les taux de mariage de mineures les plus faibles.

• Le vide juridique concernant l'âge minimum de mariage entraîne le niveau élevé de mariage de mineures au Maroc. Alors que le taux faible chez les moins de 15 ans en Turquie est dû au mariage coutumier qui est criminalisé du fait que l'article 143 du Code civil impose le mariage civil avant la cérémonie religieuse, et l'article 230 du Code Pénal prévoit une peine d'emprisonnement entre 2 et 6 mois, ce qui réduit le taux de mariage de mineures en Turquie.

Par ailleurs, les taux de jeunes filles mariées dépassent le taux¹ de jeunes hommes mariés dans les trois pays, puisque leur taux est inférieur ou égal à 1%. Vu ce faible taux, nous pouvons en conclure que le mariage en dessous de l'âge de la capacité matrimoniale touche majoritairement les jeunes filles. Nous serons plus en mesure de parler de mariage de filles mineures que de garçons mineures .

• Afin de mieux comprendre ces chiffres, nous allons intégrer la variable éducation. Les taux féminins et masculins sont quasiment égalitaires dans chaque pays, sauf que la généralisation de la scolarisation de base au sein de l'école primaire (94,6%)² n'est pas totalement acquise au Maroc. La Turquie est en tête de liste (99,55%)³ en termes de généralisation de la scolarisation de base, suivie de la Tunisie (99,4%)⁴ . Nous pouvons dire qu'il y a une corrélation non négligeable entre l'accès à l'éducation et la diminution du mariage des mineures , sachant qu'il y a moins de mariages de mineures dans ces deux derniers pays.

¹ Ministère de la Justice et des Libertés (Maroc), Institut National des Statistiques (Tunisie) & TURKSTAT: Marriage statistics: «Child Marriage», TÜİK, Evlenme İstatistikleri, 2002-2016

² HCP, Femmes et Hommes en Chiffres, 2016

³ TURKSTAT: Marriage statistics : «Education», TÜİK, Evlenme İstatistikleri, 2002-2016

⁴ Ministère de l'Éducation, Secrétariat Général, de Planification des systèmes d'information, 2016

- En plus de la scolarisation, l'Indice d'Inégalité de Genre (IIG)⁵ est élevé au Maroc avec un indice de 0,494 suivi de la Turquie avec un indice de 0,328 et la Tunisie avec un indice de 0,289. Cet indice mesure les inégalités de genre au niveau de la santé reproductive, du taux de fertilité des adolescentes, de l'autonomisation, et du statut économique. Plus cet indice est élevé comme dans le cas du Maroc, plus les répercussions sont négatives pour le développement des capacités et de la liberté de choix pour les filles, notamment dans l'abandon scolaire et le mariage des mineures.

II

Les chiffres du mariage des mineures au maroc

- Pour le cas du Maroc, les statistiques sont relativement élevées par rapport aux pays cités. Nous cherchons à étudier l'évolution du mariage des mineures lors de la dernière décennie.

Tableau1 : Evolution du mariage des mineures au Maroc

Année	2007	2009	2011	2013	2015
Total acte de mariages	297660	314400	325415	306533	301746
Actes mariage de mineures	29847	33253	39031	35152	30230
%	10,03%	10,58%	11,99%	11,47%	10,02%

Source : Ministère de la Justice et des Libertés


- Suite à la lecture du tableau, les taux fluctuent entre 10,02% (2015) et 11,99%(2011). Nous ne pouvons ni affirmer que ce taux est en régression, ni en augmentation, mais le taux moyen durant cette période est d'environ 11%, ce qui représente un peu plus du 1/10 de la population marocaine ayant contracté un mariage. Quelles sont alors les caractéristiques de ces mariages de mineur (es)?

⁵ Rapport des Nations Unies pour le Développement (1990-2015), <http://hdr.undp.org/en/data#>

Tableau2 : Caractéristiques des mariages des mineur(e)s

	2007		2011	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Demandes masculines	379	0,98%	326	0,69%
Demandes féminines	38331	99,02%	46601	99,31%
Demandes accordées	33596	86,79%	42028	86,56%
Demandes refusées	4151	10,72%	4899	10,44%
Résidence milieu urbain	20324	52,50%	24761	52,76%
Résidence milieu rural	18386	47,50%	22166	47,24%
Occupation d'emploi	598	1,54%	717	1,53%
Sans emploi	38112	98,46%	46210	98,47%

Source : Ministère de la Justice et des Libertés

 Ce tableau nous permet de caractériser le profil type d'un mariage de mineur(e). Vu le nombre élevé de demandes féminines et le taux important des sans emploi, le profil du conjoint mineur type est une jeune fille sans emploi sans distinction en milieu de résidence urbain et rural. Ces données nous permettent de confirmer que le recours au mariage de filles mineures est plus lié au manque d'activité et à la vulnérabilité indépendamment du lieu de résidence, d'ailleurs la différence entre le milieu urbain (environ 52%) et rural (environ 47%) est négligeable. Nous pouvons attirer l'attention également sur les demandes accordées qui sont plus élevées par rapport aux demandes refusées qui ne dépassent pas les 10%.

Les juges sont alors plus permissifs concernant l'approbation du mariage des mineur(e)s. Quels sont les moyens sur lesquels se basent-ils pour légitimer leur décision?

Tableau3 : Les mesures prises dans les cas de demandes accordées

	2007		2011	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Expertise	10430	31,05%	15661	37,26%
	14610	43,49%	16994	40,43%
Enquête et expertise	8556	25,47%	9373	22,33%

Source : Ministère de la Justice et des Libertés

- L'article 20 du code de la famille ouvre la possibilité au juge de procéder à une expertise médicale ou à une enquête sociale. Les deux procédures en même temps ne sont pas obligatoires. Le recours à une seule procédure renforce la probabilité d'accord de ces demandes puisque le juge peut ignorer l'expertise médicale ou l'enquête sociale. Faute d'imposition de ces deux mesures, le juge a plus de marge de manoeuvre concernant l'approbation du mariage des mineur(e)s.
- A part les indicateurs de vulnérabilité et de manque d'éducation, les raisons derrière le taux élevé du mariage précoce au Maroc en comparaison avec les deux autres pays de la région MENA sont principalement la non fixation d'un âge minimum de mariage, la dépénalisation du mariage coutumier en comparaison avec la Turquie. Que dit alors la revue delittérature sur ce phénomène ?

la perception des marocains et des marocaines sur l'élévation du mariage des mineures a 18 ans

- Selon l'enquête⁶ de perception réalisée par le Ministère de la Solidarité, de la Femme, et du Développement Social, 87,9% des Marocains et des Marocaines apprécient l'élévation du mariage à 18ans. Ce taux varie de façon significative en prenant en considération les variables suivantes : le genre, l'âge, le niveau d'instruction, la situation professionnelle, et le milieu de résidence.
- D'après les statistiques, les femmes (89,8%) apprécient plus que les hommes (86,0%) l'élévation du mariage à 18 ans.
Et plus le groupe d'âge est inférieur, plus le taux d'appréciation est élevé, c'est le cas du groupe d'âge 18-25 ans qui a enregistré le plus fort taux (93,4%) contrairement à la tranche d'âge '25 ans et plus' qui a enregistré le plus faible taux (85,7%). Et plus le niveau d'instruction est élevé, plus le taux d'appréciation de l'élévation du mariage est élevé, c'est le cas du niveau supérieur qui a enregistré le fort taux 92,2% par opposition au sans niveau qui a enregistré le plus faible taux 83,5%. En ce qui concerne la situation professionnelle, le taux d'appréciation le plus élevé est enregistré chez les élèves/étudiants 94,6%, et le taux le plus faible est lié aux retraités 85,1%. Une légère différence est aussi notée au niveau du milieu de résidence puisque le taux d'approbation est relativement plus élevé dans le milieu urbain 88,9% en comparaison avec le milieu rural 86,4%.
- Ces chiffres nous amène à dire que l'approbation de l'élévation du mariage ou son corollaire la désapprobation du mariage des mineures est plus élevé chez les femmes, du groupe d'âge entre 18-25ans, de niveau supérieur et de situation professionnelle élève/étudiant et résidant dans le milieu urbain.

6 Ministère de la Solidarité, de la Femme, et du Développement Social, Rapport : 10 ans d'application du code de la Famille: quels changements dans les perceptions, les attitudes, et les comportements des Marocains et des Marocaines ? 2016, p: 118-122

Par conséquent, la scolarisation des enfants et la poursuite des études représentent des facteurs importants qui modifient la perception traditionnelle de la fille mineure mariée. D'ailleurs, ce sont plus les femmes qui sont dans l'appréciation de l'élévation de l'âge du mariage à 18 ans quand leur niveau d'étude est élevé. Vu les données statistiques qui réconfortent l'idée de la forte corrélation entre le niveau d'étude et la désapprobation du mariage des mineures, que relatent les études publiées sur les motifs derrière ce mariage précoce ?

Les motifs entre l'abrogation et le maintien du mariage des mineures

- Nous retrouvons dans cette revue de littérature (voir les références dans le rapport) des arguments traditionnels comme la préservation de la virginité ou de la pureté de la fille. L'argument économique est aussi à prendre en considération, car la jeune fille peut être poussée à se marier pour échapper de la misère. Il s'agit aussi d'une sorte de sécurité pour préserver la pureté ou réduire les risques des viols surtout la sécurité dans des zones où les filles courent un risque élevé d'agression physique ou sexuelle comme dans le milieu rural. Cet ancrage dans les traditions est aussi accompagné des valeurs religieuses qui autorisent le mariage à la puberté.
- Cependant la réalité sociale démontre que les filles mariées en dessous de l'âge légal sont les plus sujettes à la violence et le divorce, d'après les centres d'écoute. Le printemps de la dignité qui est une coalition de différentes associations confirme que «le mariage des filles mineures est l'une des principales causes du divorce, vu leur manque de maturité qui ne leur permet pas d'assurer la responsabilité et d'assumer leur choix.»⁷.
- La coalition insiste sur l'atteinte des objectifs du millénaire car le mariage des mineures est à la fois la cause et la conséquence de la féminisation de la pauvreté, et plus un recours pour celles qui n'ont pas eu l'opportunité d'étudier ou d'avoir une sécurité financière. D'après le directeur exécutif du Fond des Nations Unies, Dr Babatunde Osotimehin: « Le mariage d'enfants est une violation épouvantable des droits de l'Homme qui prive les jeunes filles de leur éducation, de leur santé et de leur avenir ».

7 Ministère de la Solidarité, de la Femme, et du Développement Social, Rapport : 10 ans d'application du code de la Famille: quels changements dans les perceptions, les attitudes, et les comportements des Marocains et des Marocaines ? 2016, p: 118-122

Une enfant qui se marie ne pourra pas s'épanouir. Le mariage des enfants signifie souvent la fin de l'éducation pour les filles et il entraîne des conséquences sur le corps et la santé des jeunes mariés. Et selon Dr Flavia Bustreo, vice-directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé chargé de la Santé de la famille, de la femme et de l'enfant :

«Les complications de la grossesse et de l'accouchement sont la principale cause de décès chez les jeunes filles âgées de 15 à 19 ans. Les femmes qui se marient plus tard et qui sont enceintes après l'adolescence ont plus de chances de rester en bonne santé et d'être mieux instruites, et peuvent envisager une vie meilleure pour elles et pour leur famille». Le mariage des filles et leur grossesse à un âge précoce augmente ainsi les risques de décès et fragilise la santé maternelle. Outre les conséquences physiques, le mariage des filles peut entraîner des perturbations et des maladies psychiques ne leur permettant pas d'assumer la responsabilité matrimoniale. D'après le Dr Jay⁸ la croissance incomplète du cerveau ne permet pas à la fille de prendre une responsabilité si décisive comme le mariage.

En définitive, le mariage précoce entraîne des conséquences indésirables chez les filles, il est souvent la cause de certaines privations comme la santé physique et psychique, l'éducation, la stabilité familiale et la prospérité puisqu'il touche la population la plus vulnérable. Au delà des conséquences, dans quels cas le mariage des filles peut-il être considéré comme une traite?

Le mariage des filles et la traite: quel lien?

Les statistiques du mariage des filles en dessous de 14 ans ne sont pas disponibles étant donné que les chiffres enregistrés au niveau du Ministère de la Justice sont compris entre 14 et 17 ans. Ces données restent très limitées puisqu'ils sont faits uniquement par la récitation de la Fatiha sans formalités administratives.

Et d'après le rapport publié par le Ministère de la Justice et des Libertés⁹ sur la traite, le mariage précoce coutumier, par la seule récitation de la fatiha, continue à être une pratique assez répandue dans certaines régions enclavées du Haut Atlas et dans des régions comme Aït Kalla, Tidili, Imilchil, Anefgou, Tinghir, Talmodaat et Iminoulaoun.

8 JAYN, Giedd MD, 'Maturation du cerveau de l'adolescent, Child Psychiatrie Branch, National Institut of Mental Health, USA, 2011 (trad. de l'anglais)

9 Ministère de la Justice et des Libertés en partenariat avec ONU Femmes & Confédération Suisse, La traite des femmes et des enfants au Maroc, mars 2015, p.62

- Selon ces informations, des fillettes qui peuvent ne pas dépasser 7 ou 8 ans, seraient forcées à se marier. Parfois, cette pratique peut être une sorte de rituel tribal pour marier les jeunes filles, comme à Anefgou et à Imilchil. Et selon Hynd Ayoubi Idrissi ¹⁰, ces mariages précoces sont considérés comme des mariages forcés dans la mesure où un enfant n'a pas la capacité de consentir valablement à son mariage. Le critère de non consentement est un point commun avec la traite puisque les victimes de la traite ne sont pas consentantes, sauf qu'il est difficile de confirmer ou de généraliser le critère de consentement pour tous les enfants.
- L'adoption de la loi n°27-14 en août 2016 relative à la lutte contre la traite des êtres humains constitue une première en droit marocain, elle prévoit des dispositions pour les sanctions pénales et l'assistance des services publics pour la protection. Elle comprend les formes d'exploitation sous différentes contraintes, sauf que les cas particuliers de relation entre la victime et la famille, les parents, l'époux ou les proches ne sont pas compris comme pouvant être complices de la traite, d'où l'importance d'inclure cette possibilité non négligeable dans la traite des filles sur le territoire marocain comme à l'étranger.
- Comment se traduit alors l'effort des associations pour lutter contre le mariage des mineures ?

IV

Le mariage des mineures a travers le travail associatif

- Le travail associatif joue un rôle important dans la sensibilisation et la plaidoirie. Les caravanes de sensibilisation menées généralement dans le milieu rural, très souvent dans des endroits inaccessibles permettent de garder trace des causes du mariage des mineures dans les espaces les plus vulnérables, et de mesurer le taux d'adhésion de ces population à ce phénomène.

10 Hynd Ayoubi Idrissi, Étude sur la violence sexuelle à l'encontre des enfants au Maroc. UNICEF, AMANE, CNDH, 2014, p : 18

- Nous allons vérifier dans ces vidéos la problématique soulevée d'après la recherche documentaire : plus le milieu est vulnérable, plus les filles non scolarisées sont concernées par le mariage des mineures. D'après la première vidéo¹¹ publiée par l'association Droits & Justice, le premier focus group animé par Hanane TOUABAN dans la province rurale de Beni Mellal en 2016 sur les causes du mariage des mineures, les filles participantes évoquent la pauvreté et la domination des traditions. Une participante relate que certaines filles mineures se marient uniquement pour se protéger et d'éviter d'être qualifiée de vieille fille « Bayra » et d'être pointée du doigt au sein du quartier et de la famille. Elle ajoute que celle-ci devient ainsi un problème et un « fardeau » du fait qu'elle n'est pas scolarisée, ne travaille pas et n'a aucun revenu. D'après ces témoignages, le profil de la fille mineure qui se marie se résume à celle qui est non scolarisée et fragilisée par sa situation socioéconomique.
- Qu'en est-il des représentations des jeunes filles sur le mariage des mineures d'après les campagnes de sensibilisation dans les établissements secondaires? Les campagnes de sensibilisation menées auprès surtout des collégiennes à Martil le 30 avril 2016⁽¹²⁾, à Khemissat le 14 octobre 2016⁽¹³⁾, et à Chaouia Ouardigha, le 21 novembre 2016⁽¹⁴⁾, ont pu toucher une catégorie de filles scolarisées qui ont une vision différente du mariage des filles. L'organisation d'ateliers de dessin a permis d'étudier les représentations des jeunes sur le mariage des mineures.
- Les différents portraits représentés dans cet atelier de dessin marquent le refus du mariage des mineures vu les conséquences indésirables : le viol, la dégradation de la santé, la privation du jeu de l'enfance, la privation de l'école, la violence physique, la tristesse, l'écart d'âge, la déroute, le désastre, la barrière, la traite des filles, le crime, la tristesse et bien d'autres images de souffrance et de privation des droits d'enfants. Elles évoquent le problème du manque de sensibilisation des parents qui sont témoins de cet acte. Ces jeunes écolières sont conscientes de l'importance de la mobilisation pour mettre fin à ce fléau.

11 Dans le cadre de son projet de lutte contre le mariage des mineures, en partenariat avec l'ambassade de Norvège, le Centre Danois pour la Recherche et l'Information sur le Genre, l'Égalité et la Diversité (KVINFO) et le Programme de Partenariat Dano - Arabe https://www.youtube.com/watch?v=ChkZvs0S_II&t=371s

12 <https://www.youtube.com/watch?v=htYID0tn9Co&t=971s>

13 <https://www.youtube.com/watch?v=vFJ1Wd3N-eA>

14 <https://www.youtube.com/watch?v=fj8K8LkcCHA&t=106s>

- ❶ Contrairement à l'image des écolières conscientes de leur droit, la vidéo de la caravane de sensibilisation de 2015 menée par la fondation Y'TTO met la lumière sur une autre réalité dans la zone enclavée de TOUDA KHATOUNE ⁽¹⁵⁾
- ❷ D'après Saida BAJJOU de la Fondation Ytto, elle est choquée devant les stéréotypes de la fille-objet qui doit être mariée. D'après le témoignage d'un jeune homme : « la fille est comme le yaourt, si elle dépasse la date de consommation, elle n'est plus valable, il faut la jeter à la poubelle ». Cette femme de terrain montre sa déception face à la comparaison de la fille à un objet périssable avec une date de péremption. La date de « péremption » de la fille dans ce village est de 18 ans. Le mariage des mineures est ainsi la « norme » instaurée pour ne pas être classée de vieille fille ou de fille « périmée » car elle a dépassé la fleur de l'âge ou la date de consommation. Les traditions dans cette zone enclavée empêchent les jeunes filles d'aller à l'école. La dot scolaire est un capital négligeable car c'est la dot matrimoniale qui est valorisée.
- ❸ Derrière la réalité du mariage des mineures, les filles sont confrontées à plusieurs problèmes : la longue distance pour aller à l'école, le manque d'équipement, et la question de la mentalité qui encourage davantage le mariage de la fille mineure pour ne pas être étiquetée comme une vieille fille.
- ❹ Et selon Najat LKHICH, présidente de la Fondation Y'TTO: « Il est inadmissible au troisième millénaire, qu'il y ait encore des filles mariées mineures, privées de la scolarisation, privées de leur droit à l'épanouissement, privées tout simplement de leur droit comme enfant. On considère aussi que le mariage du mineur est un viol. » ⁽¹⁶⁾ Cet aveu vient après la présentation des chiffres alarmants de l'enquête de terrain menée dans 5 douars de la région de Midelt où le taux de mariage de mineures est le plus élevé. D'après le rapport, 83% des femmes des douars ciblés se sont mariées avant l'âge de 18 ans.

15 <https://www.youtube.com/watch?v=usxqCl0sPmk>

16 <https://www.youtube.com/watch?v=5xIzFzThLMg>

- Ce chiffre vient renverser les statistiques officielles faisant du mariage des mineures la norme (83%), et le mariage des majeurs une minorité (17%). Vu ces chiffres alarmants, la présidente de la fondation YTTO insiste sur l'importance de la scolarisation pour freiner le mariage des mineures dans ces zones éloignées. Elle insiste que la place de la jeune fille soit à l'école et non pas dans la demeure conjugale. Ce rapport sonne la sonnette d'alarme sur le mariage des mineures dans les zones enclavées. Faute d'accès à l'école, les filles de ces douars s'occupent en se mariant et en reproduisant les mêmes traditions héritées de leurs mères. La réponse judiciaire est-elle une réponse pour mettre fin à ce type de mariage ?

V

Etude de cas sur le mariage des mineures au niveau du tribunal de casablanca

- Les critères sur lesquels se base le juge sont davantage liés à l'expertise médicale soit 77,73% autorisations de mariage. L'enquête sociale représente un autre critère qui vient en deuxième position puisqu'elle ne représente que 22,27% des dossiers annuels. La combinaison entre les deux critères (enquête sociale et expertise médicale) n'est pas prise en considération dans les derniers jugements du tribunal de Casablanca puisque le taux est nul, contrairement aux statistiques nationales publiées par le MJL.
- D'après l'analyse des autorisations sur la base de l'enquête sociale, les motifs cités sont les conditions socioéconomiques des parents, puis la protection de l'honneur. Le juge n'autorise le mariage des mineures que si les conditions socioéconomiques vont être mieux garanties dans le cadre de l'institution du mariage, surtout si la fille n'est pas scolarisée. Dans le cas contraire, il désapprouve prenant comme principal motif l'intérêt suprême de l'enfant pour lui garantir les conditions de vie décente comme la scolarisation, la santé et le logement. Contenu de ces jugements de l'enquête, nous confirmons l'hypothèse de départ qui est la suprématie des facteurs socioéconomiques sur les facteurs culturels.
- Quelles recommandations pour mettre fin au mariage des mineures ?

Recommandations au niveau juridique

- Interdire le mariage des mineures de moins de 18 ans dans l'article 20 du CF et supprimer l'article 21.
- Préciser dans l'article 16 que le contrat ou l'acte de mariage est le seul document accepté pour prouver le mariage.
- Pénaliser le mariage coutumier dans l'article 475 du CP.
- Inclure dans la loi n°27-14 les sanctions pour les cas particuliers de relation entre la victime et la famille, les parents, l'époux ou les proches pouvant être complices de la traite.

Recommandations au niveau de l'éducation

- Garantir l'information à la santé sexuelle et assurer que les filles et les garçons soient informés sur les rapports sexuels, la procréation et les risques encourus à un âge immature. C'est par l'information et non par l'ignorance que doit être assurée la protection sexuelle des enfants. Prévoir des séances éducatives dans les collèges encadrées par des assistants(e) sociales ou des psychologues.
- Veiller à l'obligation scolaire pour les filles et les garçons dans les milieu rural et urbain et garantir le transport aux écoliers qui habitent loin de leur école.

Recommandations au niveau institutionnel et politique

- Soutenir les campagnes de sensibilisation visant à ratifier les conventions internationales et à s'y conformer.
- Appuyer l'accès à la justice pour tous les citoyens et citoyennes et en particulier les adolescentes à travers d'une part la création de centre d'écoute de proximité et d'autre part à travers la création d'un numéro vert dédié à enregistrer les doléances.
- Soutenir le pays dans le renforcement de la surveillance des instruments des droits humains.
- Conscientisation et formation des fonctionnaires (tous les niveaux et tous les secteurs) à la problématique du mariage forcé d'enfants, aux normes sociales et à l'impact négatif de ces dernières.
- Soutenir les capacités des institutions en charge de mettre en oeuvre les lois en matière de mariage d'enfants ou de questions liées et assurer la conscientisation et la formation des membres du personnel.
- Soutenir par le biais de lobbying les campagnes visant l'accès à la santé et aux services de santé reproductive et à l'enregistrement des naissances.
- Mettre en oeuvre des politiques d'emploi des jeunes et améliorer la coordination avec le ministère en charge du travail de l'éducation des affaires sociales de la justice, etc.
- Elaborer et mettre en oeuvre des politiques et des institutions existantes pour ce qui est des questions relatives à l'enfance et au genre.
- Suivre et évaluer les changements liés au mariage forcé d'enfants.
- Mettre en place de mesures préventives visant plus généralement la société civile, les institutions gouvernementales à développer et appliquer des systèmes aptes à prévenir ou décourager le mariage des mineures.

- Favoriser les débats publics sur le mariage forcé d'enfants, la protection de l'enfant et l'égalité entre les genres.

Recommandations au niveau institutionnel et politique

- Appuyer l'élaboration et le financement durable de politiques sociales et économiques nationales susceptibles de contribuer à stopper le mariage d'enfant (protection sociale, protection de l'enfance, genre, service sanitaire.)
- Appuyer et élaborer des projets visant à mettre en place des activités génératrices de revenus susceptibles de faire évoluer la jeune fille vers un niveau sociale plus élevé.
- Renforcer le statut des ONG qui travaillent sur le phénomène en leur procurant le statut d'utilité publique et leur donnant le droit de surveillance et de suivi.

Conclusion

- Le Maroc connaît le taux de mariage de mineures le plus élevé en comparaison avec la Turquie et la Tunisie. Les indicateurs relatifs à l'éducation et à la pauvreté accentuent ce phénomène.
- L'étude de terrain a confirmé que la vulnérabilité économique des filles mineures ainsi que la difficulté d'accès à l'école sont les principales raisons de ce phénomène et les principaux motifs utilisés par les juges. Vient en second lieu, la domination des traditions qui poussent certaines filles à suivre le modèle d'autres filles qui se sont mariées à un âge précoce ou parfois l'autorité parentale qui impose ce mariage forcé à leurs filles. Les rapports confirment les conséquences négatives sur les plans physique, psychique, scolaire et économique. Et d'après les centres d'écoute, le mariage de mineures augmente le risque de divorce et de violence vu les nombreux cas enregistrés.
- La mise en oeuvre de la constitution et l'application de la CEDEF constituent des réponses concrètes en vue de réformer les articles du Code de la Famille et du Code Pénal cités dans les recommandations qui touchent le non respect de la procédure judiciaire sur le mariage des mineures ainsi que sur l'âge minimum de mariage. Le défi du genre et développement reste incontournable.

مبروك



131 Apprt N° 21 - Casablanca - Maroc, boulevard Abdelmoumen, 5ème étage
Tél. : +212 522 25 82 66 - Fax : +212 522 25 23 06

Centre d'écoute juridique pour les femmes.
Tel:05.22.25.34.66 - Fax:05.22.25.23.0
Adresse: 77,boulevard du 9 Avril,quartier Maârif, Casablanca.

131.شارع عبد المومن،الطابق الخامس الشقة رقم 21،الدار البيضاء - المغرب
الهاتف : 522 277 688 (+212) - الفاكس : 522 252 306 (+212)

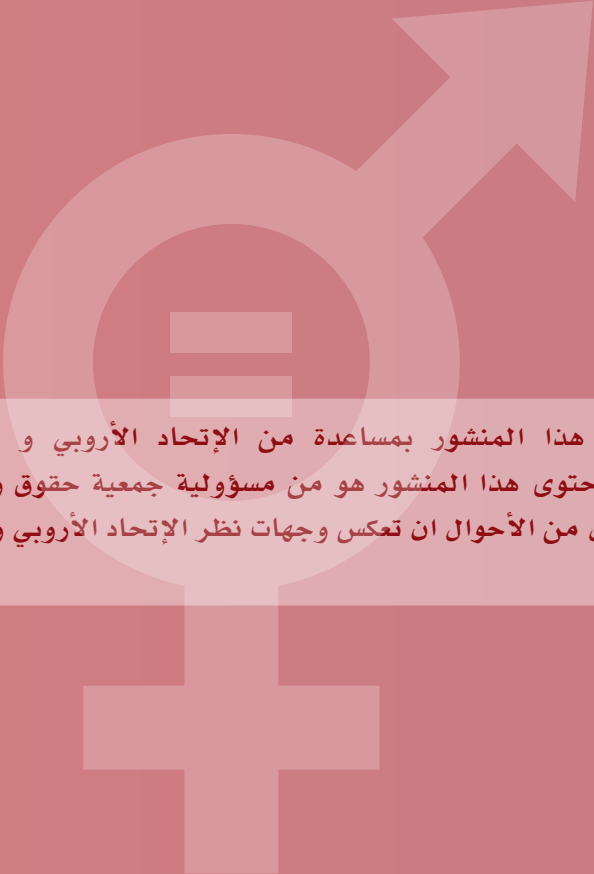
مركز الاستماع القانوني للنساء
الفاكس:05.22.25.23.06 - الهاتف: 05.22.25.34.66
العنوان: شارع 9 أبريل رقم 77 حي المعاريف الدار البيضاء

تعزير نظام المساواة في النظام القضائي بالمغرب 2016/2019



تزويج القاصرات





لقد تم إعداد هذا المنشور بمساعدة من الإتحاد الأوروبي و سفارة المملكة النرويجية. إن محتوى هذا المنشور هو من مسؤولية جمعية حقوق و عدالة و لا يمكن بأي حال من الأحوال ان تعكس وجهات نظر الإتحاد الأوروبي و سفارة المملكة النرويجية

تقرير حول تزويج القاصرات بالمغرب؛ مقاربة مقارنة في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا

تقديم

لم تكن قيمة المساواة بين الرجال والنساء ولن تكون معطى بديهيا، أو مكتسبا نهائيا، أو نتيجة حتمية، بل مسألة صيرورة لصراع مستمر على جميع المستويات القانونية والحقوقية والقضائية من جهة، والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية من جهة أخرى. إن تفاقم الأوضاع الاجتماعية، وتزايد حدة الإقصاء والتهميش لنصف المجتمع، جاء كنتيجة لـ "عجز" الدولة والمجتمع معا عن المزاوجة بين إنتاج الخيرات والثروات والنمو الاقتصادي من جهة، وبين توزيعها بشكل عادل ومتساوي بين النساء والرجال من جهة أخرى.

لقد اقتضت هذه الأوضاع ولازالت تقتضي وبالضرورة، الانتقال من وضعية الارتكان لقيمة المساواة المجردة المنصوص عليها دستوريا، إلى تفعيل هذه القيمة على جميع المستويات التشريعية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وهو ما يستلزم حتما ملائمة جميع القوانين للمقتضيات الدستورية وللمعايير الدولية من جهة، والحرص على تفعيلها على مستوى الممارسة العملية وعلى مستوى العمل القضائي من جهة أخرى، للوصول إلى إلغاء جميع أشكال التمييز ضد النساء تشريعا وممارسة.

ويأتي مشروع " تعزيز نظام المساواة بين الجنسين في النظام القضائي بالمغرب " باعتباره إحدى مستويات انخراط جمعية " حقوق وعدالة " في صيرورة ومسار تحقيق المساواة، بهدف إنشاء بيئة قانونية ملائمة لاحترام حقوق المرأة، من خلال تحليل النصوص القانونية التي تشكل تمييزا ضد النساء.

يهدف مشروع "تعزيز نظام المساواة بين الجنسين في النظام القضائي بالمغرب" لجمعية حقوق وعدالة إلى تهيئة بيئة قانونية ملائمة لاحترام حقوق المرأة في ضوء الدستور الجديد لعام 2011 الذي يمثل خطوة هامة إلى الأمام فيما يتعلق بالمساواة بين الجنسين في جميع الحقوق، ولا سيما مبدأ عدم التمييز القائم على أساس الجنس. وعلى الرغم من أنه يكرس مبدأ سيادة المعيار الدولي على المعيار الداخلي، فإن بعض أحكام مدونة الأسرة، مثل تزويج القاصرات، تتعارض مع مسائل المساواة الناشئة عن الزواج والعلاقات الأسرية لاتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

والمغرب ملزم أيضا بالوفاء بأهداف إعلان الأمم المتحدة بشأن الألفية الموقع عام 2000، مثل المساواة بين الجنسين وتمكين المرأة من بلوغ استقلالها الذاتي وتعميم التعليم الابتدائي والحد من الفقر المدقع والجوع، وهي أهداف ضمن أهداف التنمية الأخرى. والسؤال المطروح هو: كيف تؤثر الظروف الاجتماعية-الاقتصادية والثقافية على ممارسة تزويج القاصرات؟

وقبل تحليل المؤشرات الجنسانية والتنموية والتناقضات بين التشريع الوطني والدستور، سيتم وضع معيار مرجعي بشأن تزويج القاصرات في ثلاثة بلدان من منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا: المغرب وتونس وتركيا، مصحوبا باستعراض للأدبيات ودراسات الحالة على المستوى الجمعي والقضائي. وأخيرا، سنقترح سلسلة من التوصيات لمكافحة هذه الظاهرة.

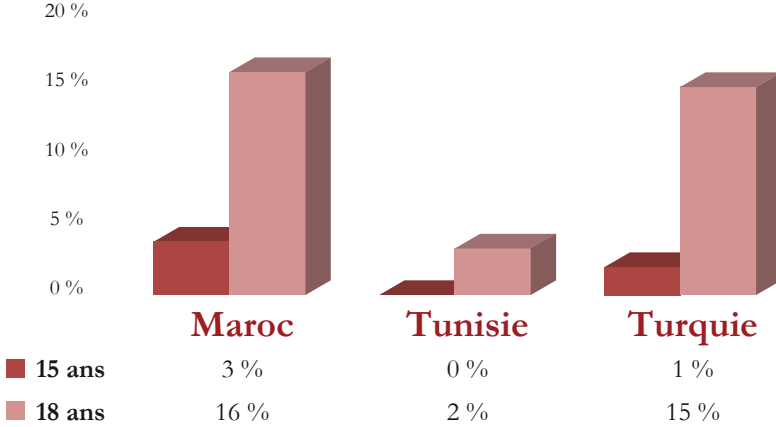
المعيار المرجعي لتزويج القاصرين في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا

I

يختلف تعريف تزويج القاصرات حسب البلدان. وبالتالي فإن الأهلية الزوجية تعتمد على الجهود الفقهية لكل مدونة. ففي عام 2004، تمكّن المغرب من إصلاح سن الأهلية الزوجية للنساء بحيث انتقل من 15 إلى 18 عاما، وجعله موازيا للسن القانوني للزواج بالنسبة للرجال وسن الأهلية المدنية والقانونية (المادة 19 من مدونة الأسرة). كما راجعت تونس أيضا سن الأهلية الزوجية وجعلته 18 سنة بالنسبة للمرأة على قدم المساواة مع الرجل، مع العلم أن السن القانوني للنساء حدّد في 17 سنة وللرجال في 20 سنة قبل عام 2007 (المادة 5 من مدونة الأحوال الشخصية)، في حين أن الأهلية الزوجية في تركيا حدّدت في 17 سنة لكل من الرجال والنساء، في حين أن الحد الأدنى لسن الزواج كان محدّدا عام 2002 في 15 سنة للنساء و17 سنة للرجال (المادة 124 من القانون المدني التركي). والمساواة في سن الزواج هي حقيقة تميّز هذه البلدان الثلاثة باستثناء تركيا التي لا تتبع الحد الأدنى لسن الزواج المحدد في 18 عاما رغم التصديق على اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

وبالنسبة للزواج قبل السن القانوني للزواج المحدد في كل بلد، لا يجوز عقد الزواج إلا بإذن خاص من القاضي الذي يمنحه فقط لأسباب مبررة وتخدم مصلحة كل من الزوجين المستقبليين. وسنقوم أولاً بمقارنة إحصاءات تزويج القاصرات في هذه البلدان الثلاثة.

الرسم البياني 1: نسب حدوث تزويج الفتيات (القاصرات) في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا



نسبة النساء البالغات أعمارهن ما بين 20 و24 سنة والتي أبرمت زواجا أو قرانها الأول قبل سن 15 و18 سنة.

المصدر: اليونيسيف، قاعدة البيانات، <https://data.unicef.org/topic/childprotection/child-marriage/>

وعلى الرغم من تحديث قاعدة البيانات هذه في مايو 2016، فإن تواريخ المؤشرات ليست هي نفسها في نفس البلدان. وتبقى الأرقام تقريبية، إذ أنها تعطينا فكرة شاملة دون أن تكون قادرة على إجراء مقارنة دقيقة. ويمكننا أن نخلص إلى أن الزواج دون سن 15 عاما نادر الحدوث في هذه البلدان الثلاثة، مع معدّل أعلى قليلا في المغرب ومعدّل يميل نحو 0% في تونس. في حين أن الزواج دون سن 18 سنة في المغرب (16%) وتركيا (15%). ولا تزال تونس نموذجا في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا نظرا لأن لديها أدنى معدلات لتزويج القاصرات.

ويؤدي الفراغ القانوني المتعلق بالحد الأدنى لسن الزواج إلى ارتفاع مستوى تزويج القاصرات في المغرب. وبينما يعزى المعدل المنخفض لأقل من 15 سنة في تركيا إلى الزواج العرفي الذي يجرمه القانون إذ أن المادة 143 من القانون المدني تفرض زواجا مدنيا قبل الاحتفال الديني، وتنص المادة 230 من قانون العقوبات على السجن لمدة تتراوح بين شهرين و6 أشهر، مما يقلل من معدل تزويج القاصرات في تركيا.

وعلاوة على ذلك، تتجاوز معدلات الفتيات المتزوجات معدّل¹ الشباب المتزوجين في الدول الثلاث، بما أن معدلها يقل عن أو يساوي 1%. وبالنظر إلى هذا المعدل المنخفض، يمكننا أن نخلص إلى أن الزواج دون سن الأهلية الزوجية يخص في الغالب الفتيات. وستحدث أكثر عن تزويج الفتيات القاصرات من الحديث عن الأولاد القاصرين.

ولتحقيق فهم أفضل لهذه الأرقام، سندمج متغير التعليم. وتتساوى تقريبا معدلات الإناث والذكور في كل بلد، إلا أن تعميم التعليم الأساسي في المدارس الابتدائية (94,6 في المائة)² لم يتحقق بالكامل في المغرب. وتوجد تركيا على رأس اللائحة بنسبة³ (99,55%) من حيث تعميم التعليم الأساسي، تليها تونس بنسبة (99,4%)⁴. ويمكننا القول بأن هناك ارتباطا معنويا بين إمكانية الحصول على التعليم والحد من تزويج القاصرات، مع العلم بأن عدد حالات تزويج القاصرات في البلدين الأخيرين أقل. وبالإضافة إلى التمدد، فإن مؤشر عدم المساواة بين الجنسين⁵ (IIG) مرتفع في المغرب بنسبة 0,494 تليها تركيا بنسبة 0,328 وتونس بنسبة 0,289. ويقاس هذا المؤشر أوجه عدم المساواة بين الجنسين على مستوى الصحة الإنجابية ومعدلات خصوبة المراهقين والتمكين من الاستقلال الذاتي والوضع الاقتصادي. وكلما كان هذا المؤشر مرتفعا كما هو الحال بالنسبة للمغرب، كلما زاد التأثير السلبي على تنمية القدرات وحرية اختيار الفتيات، وخاصة الهدر المدرسي وتزويج القاصرات.

¹ وزارة العدل والحريات (المغرب). المعهد الوطني للإحصاء (تونس) و توركستات: إحصاءات الزواج: "زواج الأطفال". نيك. إيفلنمي إستاتيسستكيري. 2002-2016.

² الندوبية السامية للتخطيط. النساء والرجال بالأرقام. 2016.

³ توركستات: إحصاءات الزواج: "التعليم". نيك. إيفلنمي إستاتيسستكيري. 2002-2016.

⁴ وزارة التربية الوطنية، السركرتارية العامة. تخطيط نظم المعلومات. 2016.

⁵ تقرير الأمم المتحدة الإنمائي (1990-2015). <http://hdr.undp.org/en/data>

في حالة المغرب، فإن الإحصاءات مرتفعة نسبيا مقارنة بالبلدان المذكورة. ونحن نسعى إلى دراسة تطور تزويج القاصرات خلال العقد الماضي.

المجدول 1: تطور تزويج القاصرات في المغرب

2015	2013	2011	2009	2007	
301746	306533	325415	314400	297660	إجمالي عقود الزواج
30230	35152	39031	33253	29847	عقود تزويج القاصرات
10,02%	11,47%	11,99%	10,58%	10,03%	النسبة

المصدر: وزارة العدل والحريات

بعد قراءة الجدول، تراوحت النسب بين 10,02% (2015) و11,99% (2011). ولا نستطيع القول أن هذا المعدل أخذ في الانخفاض أو الارتفاع، ولكن متوسط المعدل خلال هذه الفترة بلغ حوالي 11%، وهو ما يمثل ما يزيد قليلا عن عشر المغاربة الذين تزوجوا. ما هي إذن خصائص زيجات القاصرات هذه؟

المجدول 2: خصائص تزويج القاصرات

2011		2007		
النسبة	العدد	النسبة	العدد	
0,69%	326	0,98%	379	طلبات الذكور
99,31%	46601	99,02%	38331	طلبات الإناث
86,56%	42028	86,79%	33596	الطلبات المقبولة
10,44%	4899	10,72%	4151	الطلبات المرفوضة
52,76%	24761	52,50%	20324	الإقامة في محيط حضري
47,24%	22166	47,50%	18386	الإقامة في محيط قروي
1,53%	717	1,54%	598	الممارسون لشغل
98,47%	46210	98,46%	38112	بدون شغل

المصدر: وزارة العدل والحريات

يسمح لنا هذا الجدول بتوصيف الشخصية النموذجية لزواج القاصرين. ونظرا للعدد الكبير من الطلبات من الإناث وارتفاع نسبة العاطلين عن العمل، تعتبر الشخصية النموذجية لتزويج القاصرات فتاة عاطلة عن العمل ودون تمييز بين المحيط الحضري والقروي. وتسمح لنا هذه البيانات أن نؤكد أن تزويج الفتيات القاصرات أكثر ارتباطا بانعدام النشاط والهشاشة بغض النظر عن مكان الإقامة، فالفرق بين المحيط الحضري (حوالي 52%) والقروي (حوالي 47%) لا يذكر. ويمكننا أيضا الإشارة إلى نسبة الطلبات المقبولة التي هي أعلى من نسبة الطلبات المرفوضة، والتي لا تتجاوز 10%. فهل القضاة إذن أكثر تساهلا فيما يتعلق بالموافقة على تزويج القاصرات. ما هي الوسائل التي يستندون إليها ليبرروا قراراتهم؟

الجدول 3: (التدريب المتخذة في حالة الطلبات المقبولة)

2011		2007		
النسبة	العدد	النسبة	العدد	
37,26%	15661	31,05%	10430	البحث
40,43%	16994	43,49%	14610	الخبرة
22,33%	9373	25,47%	8556	البحث والخبرة

المصدر: وزارة العدل والحريات

وتتيح المادة 20 من مدونة الأسرة إمكانية قيام القاضي بإجراء بحث طبي أو اجتماعي. وليس الإجراءان معا إلزاميين. ويعزز اللجوء إلى إجراء وحيد احتمالية الموافقة على هذه الطلبات لأن القاضي قد يتجاهل الخبرة الطبية أو البحث الاجتماعي. وفي غياب فرض هذين الإجراءين، يكون للقاضي مجال أكبر للمناورة فيما يتعلق بالموافقة على تزويج القاصرات.

وبصرف النظر عن مؤشرات الضعف ونقص التعليم، فإن أسباب ارتفاع معدل الزواج المبكر في المغرب مقارنة بالدولتين الأخريين في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا هي أساسا عدم تحديد الحد الأدنى لسن الزواج وعدم تجريم الزواج العرفي كما هو الحال في تركيا. ماذا تقول مراجعة الأدبيات عن هذه الظاهرة؟

رؤية المغاربة لرفع سن زواج القاصرات إلى 18

ووفقا للبحث حول رؤية المجتمع⁶ الذي قامت به وزارة التضامن والمرأة والتنمية الاجتماعية، 87,9% من المغاربة يرحبون برفع سن الزواج إلى 18 عاما. ويختلف هذا المعدل اختلافا كبيرا حسب المتغيرات التالية: الجنس والعمر والتحصيل التعليمي والوضع المهني ومكان الإقامة.

ووفقا للإحصاءات، فإن النساء (89,8% في المائة) ترحب أكثر من الرجال (86,0%) برفع سن الزواج إلى 18 عاما. وكلما كانت الفئة العمرية أقل، ارتفعت نسبة الترحيب. وهذا هو حال الفئة العمرية 18-25 التي سجلت أعلى نسبة (93,4% في المائة)، مقارنة بالفئة العمرية (56 عاما فأكثر) ونسبة أدنى (85,7%). وكلما ارتفع مستوى التعليم كلما ارتفع معدل الترحيب برفع سن الزواج، إذ سجلت فئة التعليم العالي نسبة عالية بلغت 92,2% مقابل فئة بدون مستوى التي سجلت أقل نسبة وهي 83,5%. وفيما يتعلق بالوضع المهني، تسجل أعلى نسبة تقدير بين التلاميذ/الطلاب 94,6% وأقل نسبة عرفتها فئة المتقاعدين بنسبة 85,1%. كما لوحظ وجود اختلاف طفيف في البيئة السكنية حيث أن معدل الموافقة أعلى نسبيا في المناطق الحضرية 88,9% مقارنة مع المناطق القروية 86,4%.

وتقودنا هذه الأرقام إلى القول أن الموافقة على رفع سن الزواج أو رفض تزويج القاصرات أعلى بين النساء والفئة العمرية بين 18 و 25 سنة والمستوى الأعلى والوضع المهني تلميذ/طالب والمقيمين في محيط حضري. ونتيجة لذلك، فإن تعليم الأطفال واستكمال الدراسة هي عوامل هامة تغير النظرة التقليدية للقاصر المتزوجة. إذ أن نسبة النساء اللواتي يرحبن برفع سن الزواج إلى 18 عاما تزيد كلما كان مستوى دراستهن مرتفعا.

وبالنظر إلى البيانات الإحصائية التي تعزز فكرة الترابط القوي بين مستوى التعليم وعدم الموافقة على تزويج القاصرات، ما تقول الدراسات المنشورة عن أسباب هذا الزواج المبكر؟

⁶ وزارة التضامن والمرأة والتنمية الاجتماعية، تقرير: 10 سنوات من تطبيق مدونة الأسرة: ما هي التغيرات في تصورات ومواقف وسلوك المغاربة؟ 2016، ص: 118-122

الأسباب التي تترافق بين قبول تزويج القاصرات واللبقاء عليهن

نجد في هذا الاستعراض الأدبي (أنظر المراجع في التقرير) الحجج التقليدية مثل الحفاظ على عذرية أو نقاء الفتاة كما ينبغي أخذ الحجج الاقتصادية بعين الاعتبار، لأن الفتاة قد تحرّض على الزواج للهروب من الفقر. و تزويج القاصرات قد يكون أيضا شكل من أشكال الأمن للحفاظ على النقاء أو التقليل من خطر الاغتصاب، ولا سيما الأمن في المناطق التي تتعرض فيها الفتيات لخطر الاعتداء الجسدي أو الجنسي الشديد، كما هو الحال فظي المناطق القروية. ويرافق هذا الترسخ في التقاليد أيضا القيم الدينية التي تسمح بالزواج في سن البلوغ.

غير أن الواقع الاجتماعي يظهر أن الفتيات المتزوجات قبل السن القانونية هن الأكثر تعرضا للعنف والطلاق، وفقا لمراكز الاستماع. ويؤكد ربيع الكرامة، وهو ائتلاف من جمعيات مختلفة، أن "تزويج الفتيات القاصرات هو أحد الأسباب الرئيسية للطلاق بسبب افتقارهن إلى النضج الذي لا يسمح لهن بأن يتحملن المسؤولية واختياراتهن"⁷. ويصر الائتلاف على تحقيق أهداف الألفية لأن تزويج القاصرات هو في نفس الوقت سبب ونتيجة لتأنيث الفقر، كما أنه الحل الذي تلجأ إليه اللواتي لم تتح لهن الفرصة للدراسة أو الأمن المالي. ووفقا للمدير التنفيذي لصندوق الأمم المتحدة، الدكتور بابتوند أوسوتيمينك "تزويج الأطفال انتهاك فظيع لحقوق الإنسان يحرم الفتيات من تعليمهن وصحتهن ومستقبلهن. إن الطفلة التي تزوج لا تستطيع معرفة السعادة والازدهار". إن تزويج الأطفال غالبا ما يعني نهاية تعليم البنات وله عواقب على جسد وصحة الفتاة. ووفقا للدكتورة فلافيا بوستريو، نائبة المدير العام لمنظمة الصحة العالمية المكلفة بصحة الأسرة والمرأة والطفل: "إن مضاعفات الحمل والولادة هي السبب الرئيسي للوفيات بين الفتيات اللائي تتراوح أعمارهن ما بين 15 و 19 عاما. وتتمتع النساء اللواتي يتزوجن في وقت لاحق ويحبلن بعد المراهقة باحتمال أكبر للبقاء في صحة جيدة والحصول على تعليم أفضل، كما يمكنهن أن يتطلعن إلى حياة أفضل لأنفسهن وأسرهن". ويزيد تزويج الفتيات وحملهن في سن مبكرة من خطر الوفاة ويقوض صحة الأم. وبالإضافة إلى العواقب المادية، يمكن أن يؤدي تزويج الفتيات إلى اضطرابات وأمراض نفسية لا تسمح لهن بتحمل المسؤولية الزوجية. ووفقا للدكتور جاي⁸، فإن النمو غير الكامل للدماغ لا يسمح للفتاة بأن تتحمل مسؤولية كبيرة مثل الزواج.

وفي نهاية المطاف، يترتب على الزواج المبكر عواقب غير مرغوبة بالنسبة للفتيات؛ وغالبا ما يكون السبب في بعض أشكال الحرمان مثل الصحة البدنية والعقلية والتعليم والاستقرار الأسري والازدهار، لأنه يؤثر على السكان الأكثر ضعفا. وبالإضافة إلى العواقب، في أي الحالات يمكن اعتبار تزويج الفتيات تجارة في الرقيق؟

⁷ ربيع الكرامة، دليل ائتلاف ربيع الكرامة بشأن زواج الفتيات، يونيو 2014، ص.ت.ب. ص: 23 (ترجمة من العربية).

⁸ الدكتور جاي ن. غيد، "نضح عقل المراهق"، نشيبد سيشيلباري برانش، ناشونال إنستيتيوت أوف منتل هيلث، الولايات المتحدة الأمريكية.

2011 (ترجمة من الإنجليزية).

لا تتوفر إحصاءات عن تزويج الفتيات دون سن 14 سنة لأن أرقام وزارة العدل تخص الفئة العمرية ما بين 14 و17 سنة. ولا تزال هذه البيانات محدودة جدا لأن تزويج هذه الفئة العمرية لا يتم إلا بتلاوة الفاتحة دون إجراءات إدارية.

ووفقا للتقرير الذي نشرته وزارة العدل والحريات⁹ بشأن تجارة الرقيق، فإن الزواج المبكر العريفي، الذي يتم ببساطة عن طريق قراءة الفاتحة، لا يزال ممارسة واسعة الانتشار إلى حد ما في بعض المناطق المنعزلة في الأطلس الكبير ومناطق مثل آيت كالا وتيديلي وإميلشيل وأنفغو وتغير وتلمودات وإمينولاون. ووفقا لهذه المعلومات، هناك فتيات لا يتجاوز عمرهن 7 أو 8 سنوات أجبرن على الزواج. ويمكن أن تكون أحيانا هذه الممارسة نوعا من الطقوس القبلية لتزويج الفتيات، كما هو الحال في أنيفغو وإميلشيل. ووفقا لهند الأيوبي الإدريسي¹⁰، فإن هذه الزيجات المبكرة تعتبر زواجا قسريا من حيث أن الطفل ليس لديه القدرة على الموافقة بشكل صحيح على زواجه. ومعيار عدم الموافقة شائع في الاتجار بالبشر، حيث أن ضحايا الاتجار بالبشر غير راضين عنه، إلا أنه من الصعب تأكيد أو تعميم معيار الموافقة على جميع الأطفال.

إن اعتماد القانون رقم 14-27 الصادر في غشت 2016 بشأن مكافحة الاتجار بالبشر هو سابقة في القانون المغربي وينص على عقوبات جزائية ومساعدة المصالح العامة للحماية. وهي تشمل أشكالاً من الاستغلال في ظل قيود مختلفة، إلا أن حالات معينة من العلاقة بين الضحية والأسرة أو الوالدين أو الزوج أو الأقارب لا تصهم على أنها متواطئة في الاتجار بالبشر، ومن ثم أهمية إدراج هذه الإمكانية الهامة في الاتجار بالفتيات في الأراضي المغربية وفي الخارج.

كيف يترجم إذن الجهد الذي تبذله الجمعيات لمكافحة تزويج القاصرات؟

⁹ وزارة العدل والحريات بالاشتراك مع منظمة الأمم المتحدة للمرأة والاتحاد السويسري. الاتجار بالنساء والأطفال في المغرب. مارس 2015. ص: 62.
¹⁰ هند الأيوبي الإدريسي. دراسة عن العنف الجنسي ضد الأطفال في المغرب. اليونيسيف. أمان. المركز الوطني لحقوق الإنسان. 2014. ص: 18.

يؤدي العمل الجماعي دورا هاما في التوعية والدعوة. وتمكن قوافل التوعية التي تنظم عادة في المناطق القروية، وغالبا في المناطق التي يتعذر الوصول إليها، من تتبع أسباب تزويج القاصرات في أكثر المناطق هشاشة وقياس مشاركتهم في هذه الظاهرة.

سوف نتحقق في مقاطع الفيديو أسفله من المشكلة التي يثيرها البحث الوثائقي: فكما كانت البيئة أكثر ضعفا، كلما أقيمت الفتيات غير المتمدرسات على تزويج القاصرات. ووفقا لأول فيديو¹¹ نشر من قبل جمعية حقوق وعدالة، أول مجموعة تنشطها حنان تعبان في العمالة القروية بني ملال في عام 2016 بشأن أسباب تزويج القاصرات، تتحدث الفتيات المشاركات عن الفقر وهيمنة التقاليد. وأفادت إحدى المشاركات بأن بعض الفتيات القاصرات يتزوجن فقط لحماية أنفسهن وتجنب تسميتهن "بأترات" والإشارة إليهن في الحي والأسرة. وتضيف بأن هذه الباترة تصبح مشكلة و"عبئا" لأنها لا تذهب إلى المدرسة ولا تعمل ولا دخل لها. ووفقا لهذه الشهادات، تتلخص صورة الفتاة القاصرة التي تزوج في فتاة غير متمدرسة وذات وضع اجتماعي واقتصادي هش.

وماذا عن تصور الفتيات الصغيرات بخصوص تزويج القاصرات وفقا لحملة التوعية في المدارس الثانوية؟

مكّنت حملات التوعية، وخاصة تلك التي نظمت لفائدة تلاميذ إعداديات مارتيل في 30 أبريل 2016¹² وفي الخميسات في 14 أكتوبر 2016¹³ وفي الشاوية وريديغة في 21 نوفمبر 2016¹⁴، من الوصول إلى فئة من الفتيات في المدارس اللاتي لديهن نظرة مختلفة على تزويج الفتيات. وسمح تنظيم ورشات رسم بدراسة تصورات الشباب حول تزويج القاصرات.

تظهر الصور المختلفة التي رسمت في ورشة العمل هذه رفض تزويج القاصرات بسبب العواقب غير المرغوب فيها: الاغتصاب وتدهور الصحة والحرمان من اللعب والحرمان من المدرسة والعنف الجسدي والحزن والفارق العمري والكوارث والحاجز والاتجار بالبنيات والجريمة والحزن والعديد من الصور الأخرى للمعاناة والحرمان من حقوق الطفل. وقد ذكرت بعض المشاركات مشكلة نقص الوعي لدى الوالدين الذين يكونون شاهدين على هذا الفعل. وتدرك طالبات المدارس هؤلاء أهمية التعبئة من أجل وضع حد لهذه الآفة.

¹¹ في إطار مشروعه مكافحة زواج القاصرات. بشراكة مع سفارة النرويج. المركز الدائري للبحث والمعلومات حول الجنسين والمساواة والتعدد وبرنامج الشراكة الدائرية العربية.

https://www.youtube.com/watch?v=CnkZvsOS_iI&t=371s

<https://www.youtube.com/watch?v=htYiD0tn9Co&t=971s>

<https://www.youtube.com/watch?v=vFJIWd3N-eA&t=106s>

<https://www.youtube.com/watch?v=fj8K8LkcCHA&t=106s>

وخلالها لصورة تلميذات المدارس اللواتي هن على علم بحقوقهن، فإن فيديو قافلة التوعية لعام 2015 بقيادة مؤسسة يتوسلط الضوء على واقع آخر في منطقة تودا خاتون المعزولة¹⁵.

ووفقا لسعيدة باجو من مؤسسة يتو، فإنها صدمت إزاء القوالب النمطية للفتاة الشيء التي يجب أن تكون متزوجة. ووفقا لشهادة شاب، "الفتاة مثل اليوغورت، إذا تجاوزت تاريخ الاستهلاك، لم تعد صالحة. يجب أن تلقى في سلة المهملات". وتعبّر هذه المرأة الميدانية عن خيبة أملها عندما تتم المقارنة بين فتاة وشيء قابل للتلف ذي تاريخ انتهاء الصلاحية. تاريخ "انتهاء" الفتاة في هذه القرية هو 18 عاما. وبالتالي فإن تزويج القاصرات هو "القاعدة" التي وضعت لكي لا تصنف الفتاة على أنها بائرة أو فتاة "انتهت صلاحيتها" لأنها تجاوزت زهرة العمر أو تاريخ الاستهلاك. والتقاليد في هذه المنطقة المعزولة تمنع الفتيات من الالتحاق بالمدارس. والمهر المدرسي رأسمال لا يكاد يذكر لأن مهر الزوجية له قيمة أكبر.

وراء واقع تزويج القاصرات، تواجه الفتيات العديد من المشاكل: المسافة الطويلة للذهاب إلى المدرسة والافتقار إلى الأدوات وقضية العقلية التي تشجع تزويج الفتاة القاصرة لكي لا توصف بأنها بائرة.

ووفقا لنجاة الخيش، رئيس مؤسسة يتو: "من غير المقبول أن توجد في الألفية الثالثة فتيات قاصرات متزوجات ومحرومات من التعليم ومن حقهن في الازدهار، محرومات بكل ببساطة من حقهن في عيش طفولتهن. أننا نعتبر تزويج القاصرة اغتصابا"¹⁶. ويأتي هذا الاعتراف بعد الأرقام المقلقة للمسح الميداني الذي أجري في 5 دواوير بمنطقة ميدلت، حيث يصل معدل تزويج القاصرات أعلى نسبة. وحسب التقرير، 83% من نساء تلك الدواوير تزوجن قبل بلوغهن الثامنة عشرة من العمر. وهذا الرقم يلغي الإحصاءات الرسمية، إذ يجعل تزويج القاصرات هو القاعدة (83%)، وزواج البالغين أقلية (17%). وإزاء هذه الأرقام المقلقة، أكدت رئيسة مؤسسة يتو على أهمية التعليم للحد من تزويج القاصرات في هذه المناطق النائية وأصرت على أن مكان الفتاة في المدرسة وليس في منزل الزوجية.

يدق هذا التقرير جرس الإنذار بخصوص تزويج القاصرات في المناطق النائية. وبسبب عدم إمكانية وصول الفتيات إلى المدرسة، تشغل بنات هذه الدواوير أنفسهن بالزواج وإعادة إنتاج نفس التقاليد الموروثة من أمهاتهن.

هل الرد القضائي جواب لإنهاء هذا النوع من الزواج؟

¹⁵ v=usxqCl0sPmk&https://www.youtube.com/watch
¹⁶ v=5xIzFzThLMg&https://www.youtube.com/watch

دراسة حالة عن تزويج القاصرات على مستوى محكمة الدرر البيضاء

V

إن المعايير التي يستند إليها القاضي ترتبط ارتباطا وثيقا بالخبرة الطبية، أي 77,73% من رخص الزواج. ويمثل البحث الاجتماعي معيارا آخر يأتي في المرتبة الثانية، بما أنه لا يمثل إلا 22,27% من الملفات السنوية. ولم يؤخذ في الاعتبار الجمع بين المعيارين (البحث الاجتماعي والخبرة الطبية) في الأحكام الأخيرة الصادرة عن محكمة الدار البيضاء نظرا لأن نسبتها صفر، خلافا للإحصاءات الوطنية التي نشرتها وزارة العدل.

وفقا لتحليل التراخيص الممنوحة على أساس البحث الاجتماعي، تتمثل الأسباب المذكورة في الظروف الاجتماعية والاقتصادية للوالدين ومن ثم حماية الشرف. ولا يسمح القاضي بتزويج القاصرة إلا إذا كانت هناك ضمانات بأن الظروف الاجتماعية والاقتصادية ستكون أفضل في إطار مؤسسة الزواج، ولا سيما إذا لم تكن الفتاة متعلمة. وإن لم يكن كذلك، فإنه يرفض أخذا في اعتباره الأول مصلحة الطفل العليا لضمان ظروف معيشية لائقة مثل التعليم والصحة والسكن. وبناء على هذه الأحكام التي تستند إلى البحث، تؤكد فرضية البداية التي هي سيادة العوامل الاجتماعية والاقتصادية على العوامل الثقافية.

ما هي التوصيات لإنهاء تزويج القاصرات؟

التوصيات

VI

توصيات على المستوى القانوني

- حظر تزويج القاصرات دون سن الثامنة عشرة في المادة 20 من مدونة الأسرة وحذف المادة 21.
- التنصيص في المادة 16 على شهادة أو عقد الزواج هي الوثيقة الوحيدة المقبولة لإثبات الزواج.
- معاقبة الزواج العرفي في المادة 475 من القانون الجنائي.
- تضمين القانون رقم 14-27 العقوبات المتعلقة بالحالات الخاصة للعلاقة بين الضحية والأسرة أو الوالدان أو الزوج أو الأقارب المتواطئين في الاتجار.

- توفير معلومات عن الصحة الجنسية وضمان توعية الفتيات والفتيان عن الجماع الجنسي ومخاطر الإنجاب في سن مبكرة. فمن خلال التوعية وليس من خلال الجهل تتم الحماية الجنسية للأطفال. ويجب تنظيم دورات تعليمية في الإعداديات يشرف عليها مساعدون اجتماعيون أو علماء نفس.
- ضمان التعليم الإجباري للفتيات والفتيان في المناطق القروية والحضرية وضمان النقل للتلاميذ الذين يعيشون بعيدا عن مدرستهم.

توصيات على (المستوى المؤسسي والسياسي)

- دعم حملات التوعية الرامية إلى التصديق على الاتفاقيات الدولية والامتنال لها.
- دعم وصول جميع المواطنين وخاصة المراهقين إلى العدالة من خلال إنشاء مركز للاستماع عن قرب، ومن ناحية أخرى، من خلال إنشاء خدمة مجانية لتلقي المظالم.
- دعم البلد في تعزيز رصد آليات حقوق الإنسان.
- توعية وتدريب الموظفين (على جميع المستويات وفي جميع القطاعات) بشأن مسألة الزواج القسري للأطفال والمعايير الاجتماعية والآثار السلبية المترتبة على ذلك.
- دعم قدرات المؤسسات المسؤولة عن تنفيذ القوانين المتعلقة بتزويج الأطفال أو القضايا ذات الصلة، وزيادة وعي الموظفين وتدريبهم.
- تقديم الدعم من خلال حملات الضغط للاستفادة من الخدمات الصحية وخدمات الصحة الإنجابية وتسجيل المواليد.
- تنفيذ سياسات لتشغيل الشباب وتحسين التنسيق مع الوزارات المكلفة بالشغل والتربية والشؤون الاجتماعية والعدالة، الخ.
- وضع وتنفيذ سياسات ومؤسسات قائمة بشأن قضايا الطفل ونوع الجنس.
- رصد وتقييم التغييرات المتعلقة بالزواج القسري للأطفال.
- وضع تدابير وقائية تستهدف بوجه عام المجتمع المدني والمؤسسات الحكومية لوضع وتنفيذ نظم لمنع تزويج القاصرات أو تثبيط زواجهن.
- تشجيع المناقشات العامة بشأن الزواج القسري للأطفال وحماية الطفل والمساواة بين الجنسين.

- دعم التنمية والتمويل المستدام للسياسات الاجتماعية والاقتصادية الوطنية التي يمكن أن تساعد في وقف زواج الأطفال (الحماية الاجتماعية وحماية الطفل ونوع الجنس والخدمات الصحية).
- دعم ووضع مشاريع تهدف إلى إنشاء أنشطة مدرّة للدخل يمكنها أن تثقل الفتاة نحو مستوى اجتماعي أعلى.
- تعزيز وضع المنظمات غير الحكومية العاملة على هذه الظاهرة من خلال منحها لقب المنفعة العامة والحق في التتبع والمراقبة.

خلاصة

يعرف المغرب أعلى معدل تزويج القاصرات مقارنة بتركيا وتونس. وتزيد مؤشرات التعليم والفقر من هذه الظاهرة.

لقد أكدت الدراسة الميدانية أن الضعف الاقتصادي للفتيات القاصرات وصعوبة الوصول إلى المدرسة هي الأسباب الرئيسية لهذه الظاهرة وهي أيضا الأسباب الرئيسية التي يستند إليها القضاة للترخيص بمثل هذا الزواج. وتأتي في المرتبة الثانية هيمنة التقاليد التي تدفع بعض الفتيات إلى إتباع نمط الفتيات اللواتي تزوجن في سن مبكرة أو في بعض الأحيان السلطة الأبوية التي تفرض هذا الزواج القسري على بناتهم. وتؤكد التقارير الآثار المادية والنفسية والتعليمية والاقتصادية السلبية لمثل هذا الزواج. ووفقا لمراكز الاستماع، فإن تزويج القاصرات يزيد من خطر الطلاق والعنف إزاء الحالات العديدة المسجلة.

ويشكل تطبيق الدستور وتنفيذ اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة أجوبة ملموسة لإصلاح مواد مدونة الأسرة والقانون الجنائي المذكورة أعلاه في التوصيات المتعلقة بعدم الامتثال للمسطرة القضائية بشأن تزويج القاصرات فضلا عن الحد الأدنى لسن الزواج. ولا يزال تحدي المساواة بين الجنسين والتنمية أمرا لا مفر منه.